

## DISCUSSION

*Président (Pascal Jan)* : Peut-être une ou deux observations. La première, et je rebondis sur le titre « la démocratie connectée », à vous entendre tous les trois, même depuis ce matin, c'est plutôt une démocratie instantanée, voire simplifiée. Ce qui n'est pas tout à fait la même chose que connectée. C'est la différence entre les blogs et les réseaux sociaux du type de Facebook et Twitter. C'est intéressant car dans les débats d'aujourd'hui, on se focalise beaucoup sur Twitter, c'est-à-dire un type de réseau très particulier où les caractères sont limités, où on est dans la réaction, dans la dénonciation, dans la critique. On ne parle pas dans les réseaux sociaux de la même façon que dans les blogs. Il y a peut-être un champ à travailler parce que cela ne fait pas appel aux mêmes réflexes de la part des citoyens.

Ma deuxième remarque est que l'on a l'impression, après les communications sur les partis politiques et les parlementaires, mais cela se vérifie avec la dernière campagne présidentielle américaine, que nous ne sommes absolument pas dans la délibération, c'est une certitude, ni dans la discussion collective : il s'agit d'une relation bilatérale, quelque part nous ne sommes absolument pas dans le collectif. En réalité, nous nous apercevons que ce sont des réactions très isolées et très autonomes les unes par rapport aux autres, ce qui pose un problème de cohérence et de synthèse. Avec la loi Lemaire, la loi sur le numérique, nous constatons qu'il y a une multitude de propos très personnels et des lobbies, et que tout cela ne donne pas quelque chose de très cohérent. Il y a une difficulté pour le pouvoir politique, à « digérer » l'information qui est donnée. Il y a le fait de « s'exprimer » et le fait de « digérer » l'information donnée. Il y a un problème pour les pouvoirs politiques qui n'ont pas appris et qui ne sont pas forcément prédisposés à gérer une multitude d'informations.

Je me souviens il y a quelques années à Science Po Bordeaux, nous avons invité Ségolène Royal juste avant l'élection présidentielle de 2007. Elle était favorable à la démocratie participative et était très en avance sur les réseaux sociaux. Elle agissait, au niveau national et au niveau local, déjà énormément de ce point de vue là. Nous avons demandé aux étudiants de faire une enquête sur ce qui avait été annoncé et ce qui avait été réalisé dans ce domaine. C'est-à-dire, autant en termes de démocratie dite participative, que se soit l'intervention des citoyens sur des forums ou encore dans des consultations publiques, etc. Le résultat est que par rapport à cette participation des citoyens, sous toutes ces formes, il n'y avait aucun suivi, aucune reprise. Oui, la parole était donnée ; oui, il y avait des réactions, mais en réalité, il n'y avait aucune concrétisation. C'est sur cela aussi que l'on

doit s'interroger : n'est-ce pas la manipulation (le terme est sans doute trop fort) d'une opportunité pour valoriser ou légitimer une action plutôt que réellement entamer une nouvelle façon de penser la démocratie ?

La démocratie connectée peut représenter une opportunité, mais aussi un danger dès lors que le « contrat » n'est pas aussi clair que cela entre les gouvernants et les gouvernés. Il ne faut pas oublier une chose c'est que s'il y a une crise, en France et dans d'autres pays tels que les États-Unis, c'est qu'il y a une distanciation entre ce qui est dit, ce qui est promis, et la réalité ou en tout cas le ressenti des citoyens.

Quelle serait ou quelle sera la réaction des citoyens si cette démocratie connectée venait à se développer et si, en réalité, il n'y avait aucun suivi, aucun résultat ? Je ne suis pas sûr que cela favorise véritablement les parlementaires et les élus. Je pense que la réaction pourrait être assez violente de ce point de vue là, parce qu'aujourd'hui il y a une sorte de défouloir, de communication, de lien. Ce lien n'existera plus quand bien même il est aujourd'hui purement virtuel.

**Public (Jean Gicquel) :** Juste une observation sur votre formule finale : réseaux sociaux et juge, à titre anecdotique, il y a deux ans de cela, le Conseil supérieur de la magistrature a été amené à se prononcer, en matière disciplinaire, sur le comportement de deux juges. Ces derniers, au lieu de juger, « twittaient ». Cela se passait devant ce qui est considéré par tous les magistrats comme la vitrine de la Justice : la Cour d'assises. L'affaire mettait en cause un magistrat du siège et un magistrat du parquet. Les messages sont tombés dans le domaine public, ils ont été poursuivis par le garde des Sceaux et ont été sanctionnés et déplacés d'office. Pire des hypothèses pour un magistrat du siège, être déplacé d'office c'est manquer au principe d'inamovibilité. Quand on est juge, on doit juger et non pas twitter ! (*Rires*)

**Public :** Mon intervention fait suite à celle de Monsieur Bardin qui disait que le numérique est un accélérateur de démocratie. Je pense qu'effectivement, quand nous observons le contexte dans lequel les partis pirates se sont créés, la ferveur de leur naissance, l'adhésion populaire massive... par la suite, nous avons l'impression qu'ils ont une difficulté à s'imposer dans le temps. On peut donc se poser la question de savoir si ce n'est pas le mode opératoire même de ces partis qui pose problème. Ces derniers naissent d'une contestation mais ils n'ont aucun programme de gouvernement, aucun projet de société, alors qu'il s'agit des critères essentiels des partis politiques. J'essaye de faire un parallèle avec Podemos et le Mouvement 5 étoiles, qui se définissent comme des mouvements citoyens mais qui sont finalement des partis politiques de circonstance, sans un contexte précis, ils n'auraient pas vu le jour. Ces partis peuvent-ils constituer une sorte de menace pour les partis politiques traditionnels ? Il y a deux mouvements citoyens en Afrique : le mouvement « Y'en a marre » au Sénégal et « Allez citoyen » au Burkina Faso qui sont des mouvements de contestation qui sont nés des réseaux sociaux mais qui n'ont pas de vocation politique, ils ont un rôle démocratique dans le pays, cela suscite un vrai intérêt sur les réseaux sociaux : ce sont des sentinelles de la démocratie.

**Michaël Bardin :** Il y a une première et fondamentale distinction à faire entre « mouvement citoyen » et « parti politique » : il y a ceux qui se présentent à des élections et qui sont élus et il y a ceux qui en restent aux manifestations. J'ai structuré mon propos autour du Parti pirate, de Podemos et du Mouvement 5 étoiles, parce qu'eux, à un moment donné, s'enregistrent en tant que partis politiques, participent à des élections avec des résultats plus ou moins bons mais avec des résultats ; c'est-à-dire qu'ils siègent aujourd'hui dans des institutions politiques. Si je distingue le Parti pirate de Podemos et du Mouvement 5 étoiles, c'est pour des questions de fonctionnement interne. Dire que le parti pirate n'a pas de programme politique, c'est faux, ils ont un programme très complet. Le problème de ce dernier est le logiciel qui a servi à son élaboration, et qui, par ailleurs, est le même qui a servi à fédérer le parti. Liquidfeedback permet à tous les adhérents de faire des propositions. Quand elles sont soutenues par un certain nombre de pirates, commence alors un débat : la proposition est étudiée, discutée, amendée et finalement votée. Sur cette base, et sur la multiplication des propositions, un programme politique est élaboré et structuré. Mais le contenu reste pauvre en propositions précises : tout le monde a droit à une « bonne santé », tout le monde a droit à « l'accès à un médecin », tout le monde a le droit « d'accéder à la culture », etc. C'est le propre de l'ouverture à l'extrême. C'est une forme de compromis à l'extrême. Plus il y a d'ouverture, plus il y a d'avis, plus le compromis est large. Concernant Podemos et le Mouvement 5 étoiles, je serais tenté de dire qu'il n'y a pas de programme. Dans le cas de Podemos, le programme en 394 points est tellement vaste qu'il devient une « litanie » dont on ne voit jamais la fin, avec des propositions qui ne sont pas toujours cohérentes entre elles. Quant au Mouvement 5 étoiles, et même s'il emprunte aujourd'hui la voie de la plateforme collaborative avec Rousseau, le programme, si cela peut être ainsi nommé, reste aussi abscons sur sa direction politique que sur les méthodes qui conduisent à l'élaborer. Je reste persuadé que le Mouvement 5 étoiles est la « version numérique » de la Ligue du Nord des années 1990-2000 : un mouvement ultra-centralisé qui bénéficie d'un rejet des partis traditionnels, un rejet consciencieusement entretenu par une « tête de gondole » très médiatique. L'exercice du pouvoir risque de poser problème aux *Grillini*, et c'est même déjà le cas. Pour Podemos, le vent a déjà commencé à tourner, parce que le pays est en train de changer, que les équilibres politiques changent. La position du secrétaire général va devenir de plus en plus délicate. Unidos Podemos permet pour l'instant d'éviter une alliance avec le PSOE mais des rapprochements devront s'opérer si le parti veut réellement jouer un rôle dans la vie politique espagnole. Et là, les choses vont devenir intéressantes, puisqu'il va falloir passer le cap des revendications pures, faire le tri dans tout ce qu'ils ont soutenu jusqu'à maintenant. Il y aura forcément un tri pour trouver des accords, même ponctuels, avec le PSOE. Sur le reste, les mouvements citoyens, au sens large, sont nombreux - et utiles - mais ils « influencent » éventuellement le pouvoir, ils ne l'exercent pas, à l'inverse de ces nouveaux partis.

**Public :** Je voulais dire que la vocation des mouvements citoyens, au départ et comme pour Podemos, c'est la contestation.

**Michaël Bardin :** Certes, mais Podemos n'est pas un mouvement de contestation, c'est la retranscription en parti politique de nombreux mouvements de contestation. Un cap est déjà franchi avec la

création Podemos qui n'est qu'un parti politique et constitue justement l'évolution du Mouvement des indignés mais également de plus d'une vingtaine de mouvements citoyens. À partir du moment où c'est un parti politique, en tant que tel, on attend d'eux autre chose que de la contestation.

**Public :** Par rapport aux réseaux sociaux comme catalyseurs de l'action politique surtout dans les campagnes, j'ai pu observer un cas très particulier récemment au Niger. Un des candidats s'est retrouvé en prison mais grâce à l'utilisation massive des réseaux sociaux, il a pu se placer au deuxième tour des élections. Son équipe de campagne a pu agir sur le terrain grâce aux réseaux. Cette utilisation des réseaux sociaux est en train de devenir un catalyseur de démocratie dans le contexte politique africain, cela représente donc une forme d'aubaine pour les hommes politiques durant la campagne.

**Public (Caterina Severino) :** Je voudrais revenir sur la question des partis pirates et du Mouvement 5 étoiles pour faire une remarque concernant les rapports avec les partis traditionnels : le Mouvement 5 étoiles s'est structuré sur internet, ce sont des enfants essentiellement d'internet, et le parti voulait vraiment faire la distinction entre le mouvement et les partis traditionnels. Il y avait ce côté critique à l'égard des partis traditionnels. Mais on remarque qu'après être devenu la troisième force de l'Italie, et maintenant qu'ils ont pris des villes comme Rome, au moment où ils commencent à avoir du pouvoir, ils fonctionnent comme des partis traditionnels. Ils disaient au départ qu'il fallait éviter les médias car, selon eux, ces derniers étaient corrompus (connivence avec le pouvoir en place), mais désormais on ne les voit que dans les médias traditionnels : télévision, journaux, radios. Finalement on retrouve le même fonctionnement que dans les partis traditionnels.

**Michaël Bardin :** Ils ont cultivé toute la distance qu'ils ont pu aussi longtemps que cela a été possible, en revendiquant comme base fondamentale : « nous ne sommes pas comme les autres, nous ne sommes pas un parti ». L'un des 8 articles du statut prévoit bien que toute la communication des élus du Mouvement 5 étoiles est maîtrisée par les dirigeants nationaux. Cela dit, avec un nombre d'élus aussi important, la réalité pratique est désormais tout autre et oui, effectivement, il y a un vrai changement de cap dans la communication du parti.

**Public (Caterina Severino) :** Sur le fonctionnement intérieur de ce Mouvement 5 étoiles : l'idée est une démocratie plus complète s'appuyant sur la société civile qui, selon les termes mêmes du parti, « vient du bas ». Finalement, si l'on regarde le fonctionnement interne du parti, on remarque qu'il y a une forme de totalitarisme, de parti autoritaire. Les personnes qui ne disent pas ce qu'il faudrait dire ont été exclues, des élus locaux ont ainsi été évincés du parti. Le dirigeant, l'un des cofondateurs du Mouvement, avait par ailleurs une entreprise qui était ancrée dans le numérique. La direction est donc très forte et il existe des élites au sein même du parti. C'est donc l'inverse de ce qu'ils prônent, de ce qu'ils visent.

**Michaël Bardin :** Après la victoire aux législatives, Beppe Grillo, la vraie figure de proue du mouvement a dit qu'il était fatigué et qu'il se retirait. Il y a donc eu un directoire de six parlementaires qui a été mis en place. Il n'y a jamais eu autant de démissions au sein du Mouvement 5 étoiles.

Tant et si bien que quelques mois plus tard, le directoire a littéralement disparu des médias et Beppe Grillo a repris la tête du mouvement et a recommencé à aller dans les médias. Étrangement, tout a recommencé à mieux fonctionner.

**Public (Caterina Severino) :** Ce sont les désillusions du numérique comme nous en avons parlé un peu plus tôt.

**Président (Pascal Jan) :** Là on est sur le fonctionnement interne des partis, on s'échappe un peu de la démocratie connectée. Simplement, on peut faire élire un président contre un parti, avec l'exemple du président américain. Ce matin a été évoquée la crise de la représentation, ce ne sont pas que les élus, ce sont les formations traditionnelles politiques. Le fait que Donald Trump soit élu, contre les élites de son parti. Tout a été fait pour noyauter complètement Donald Trump et cela a échoué, il a résisté en dehors du parti. Ce qui est relativement intéressant, d'autant plus que la campagne de Donald Trump était en partie contre les médias. La puissance médiatique n'est pas forcément égale à la puissance numérique. Cette dernière donne l'impression que l'on peut maîtriser, que l'on peut participer, alors que la puissance médiatique est imposée. Il n'y a pas la même réaction face au numérique, en comparaison avec la puissance médiatique, ici, il est possible d'être acteur. C'est un autre débat mais la question doit aussi être pensée. La puissance des médias dans les élections a toujours été évoquée mais elle n'est pas de la même nature que la puissance numérique.

**Public :** Ce qui me frappe, c'est la culture de la dérision qui inonde les médias et les réseaux sociaux. Il y a peu de temps, j'étais dans un pays d'Amérique centrale où j'ai eu droit à quinze chaînes de sports, dix chaînes pour enfants, cinquante chaînes de *télénovelas*, une chaîne évangéliste, une chaîne catholique, une chaîne du Costa Rica. Où sont les chaînes qui peuvent élever les esprits ? Beppe Grillo est bien un comique au départ. Trump a participé à des émissions où le rire était utilisé. Est-ce qu'on ne va pas se poser des questions sur cette culture du divertissement et de la dérision ? On assiste à un aplatissement du monde et un manque flagrant de culture générale que l'on remarque chez de nombreux étudiants, c'est-à-dire l'oubli du contexte spatial et temporel.

**Public :** Pour nuancer ce qui a été dit sur l'influence des médias, elle a été décisive. Ils n'ont pas influencé dans le sens qu'ils auraient souhaité mais ils ont été décisifs dans le sens où ils ont fait la publicité de Donald Trump. J'aimerais savoir ce qu'il en aurait été s'il y avait eu un *black-out*, est-ce que cela aurait été la même chose ? Il en va de même pour les partis d'extrême-droite, comme en France. Sans relais médiatiques je pense que beaucoup de choses tomberaient à l'eau. En plus, Donald Trump est un candidat contre le système et les médias représentent le système, les médias sont contre lui, donc cela nourrit le système finalement.

**Idris Fassassi :** La question c'est la légitimité d'un éventuel *black-out* justement, comment justifier que les médias prennent parti pour un candidat plutôt qu'un autre en l'écartant totalement du débat ?

**Public :** Ils prennent déjà parti. Ils sont contre. Alors quelle légitimité aussi à être contre ? Chacun son choix. C'est aussi un parti pris. Être contre c'est aussi le même parti pris que « je ne l'invite pas », c'est un choix.

**Idris Fassassi :** C'est vrai, mais je pense qu'il y a toutefois une différence entre combattre les idées d'un candidat, et l'écarter totalement en ne relatant aucun des éléments de sa campagne. C'est beaucoup plus fort, plus violent et pose un réel problème. Cela aurait peut-être radicalisé davantage la campagne de Donald Trump, et renforcé sa posture de candidat hors système, qu'il n'est d'ailleurs pas en réalité.

**Public :** Quel est le pourcentage des personnes populaires qui utilisent les réseaux sociaux ?

**Idris Fassassi :** Près des deux tiers des Américains sont sur les réseaux sociaux, plus de 200 millions de personnes.

**Public :** Les ouvriers savent aussi se servir d'internet...

**Public :** Bien sûr, ce n'est pas la question de « savoir » mais de ce qu'il en est effectivement en pratique. Bien sûr, tout le monde peut se servir d'internet même ma grand-mère pourrait se servir d'internet... pourtant elle ne l'a pas ! (*Rires*)

**Public :** Je partage le même pessimisme, il y a une expression qui est revenue souvent dans les interventions : il faudrait « transformer l'essai ». Je pense que la démocratie connectée est condamnée à rester connectée. Peut-elle avoir une traduction dans l'espace réel et démocratique dans lequel nous vivons ? Je voudrais poser une question par rapport aux États-Unis, 200 millions d'utilisateurs Facebook, une campagne très connectée, 500 millions de budget investis : vous avez parlé d'un triptyque (information, contribution, mobilisation), personnellement je vérifie surtout les deux premiers : j'utilise les réseaux sociaux pour m'informer, je participe aussi au débat dans mon pays, par contre le troisième élément... Souvent, j'ai « mieux à faire » que de manifester. Je demande si dans une élection majeure où l'on comptabilise presque cinquante pour cent d'abstention, les réseaux sociaux n'ont-ils pas échoué dans la mobilisation ou au contraire cela aurait pu être pire ? Je pense que le problème est là : de passer d'un espace connecté à un espace réel.

**Idris Fassassi :** Je suis plutôt sceptique quant au rapport entre les citoyens et le candidat, quant à l'établissement d'un dialogue et d'une véritable « connexion ». Je pense que c'est plus la logique unidirectionnelle, du candidat vers les citoyens, qui est effective. Pour le candidat cela fonctionne très bien. Voyez Donald Trump ! Il a pu, dans une large mesure, court-circuiter les médias classiques et atteindre des couches particulières de l'électorat. Les réseaux sociaux sont effectivement un formidable outil de campagne. Maintenant, vouloir reconstruire une nouvelle démocratie sur les réseaux sociaux, je serais plus réservé.

**Président (Pascal Jan) :** Je vous remercie pour l'organisation de ce beau colloque.